

Après l'opération de police, le monde culturel se mobilise

MIGRATION La police a débarqué à l'ASBL Globe Aroma vendredi et arrêté des sans-papiers

Ça remue et on se mobilise après l'opération de police fédérale (avec le soutien de la police bruxelloise) visant, vendredi soir, l'ASBL Globe Aroma, sise à Bruxelles. À la fois centre artistique et d'accueil pour réfugiés, celle-ci organise une série d'activités (des ateliers) dans différentes disciplines, comme les arts plastiques et la musique, cela en lien avec des institutions culturelles flamandes et francophones opérant en Région-Capitale, comme le Kaaithheater ou le KVS (Koninklijke Vlaamse Schouwburg). Sept personnes ont été arrêtées. L'une d'entre elles a retrouvé la liberté, deux ont été expédiées en centre fermé, les quatre autres ont reçu un ordre de quitter le territoire.

Nous avons tenté dimanche de joindre les services de Jan Jambon (N-VA), ministre de l'Intérieur, nous n'avons pas obtenu de réponse. Porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles, Olivier Slosse a précisé à l'agence Belga : « Des personnes ont été privées de leur liberté parce qu'elles étaient là sans titre de séjour, un rapport sera fait à l'Office des étrangers. » C'est la procédure classique. Rompez.

Sauf que, on l'a dit, en face, ça remue et on se mobilise. Une dizaine de directeurs et responsables d'institutions culturelles

flamandes bruxelloises signent une carte blanche à cet effet ce lundi dans le *Standaard*.

L'un des signataires, à l'origine de la démarche, Guy Gypers, directeur du Kaaithheater, nous explique : « *Globe Aroma a le soutien de la Ville de Bruxelles, de la Communauté française, de la Communauté flamande, qui financent les activités des demandeurs d'asile, et, dans le même temps, la police intervient pour déloger les sans-papiers... On est en pleine contradiction, en plus d'être en pleine injustice. Jan Jambon est certes le garant de la force de l'État, mais il doit surtout garantir le vivre-ensemble. Les forces de l'ordre ont débarqué*

alors que les artistes étaient à l'œuvre dans différents ateliers, c'est une intrusion inacceptable. Je pense, dans le même temps, aux visites domiciliaires. On le voit bien, on se retrouve face à de vrais choix de société. »

« Les gens ont peur »

Directeur du KVS, Michael De Cock, qui, en plus de signer la carte blanche, prend la plume ce lundi matin dans le *Morgen*, accuse : « *Le culturel est un monde protégé en principe, où tous doivent se sentir libres de créer. Mais non, ici, on traque les gens jusqu'au sein de*

nos associations et de nos institutions ! On a dépassé les bornes. C'est une fuite en avant. Partout, maintenant, les gens ont peur. Les sans-papiers n'osent plus venir à Globe Aroma ! C'est un désastre. Nous ne laisserons pas faire. »

Les responsables d'institutions francophones, alertés par leurs homologues flamands, se mobiliseront à leur tour. Entre le dossier soudanais et les visites domiciliaires, la politique d'asile et de migration, plus généralement la politique de sécurité, continue de poser question. ■

DAVID COPPI

CARTE BLANCHE

« Ce n'est pas un détail »

Le *Standaard* publie ce lundi une carte blanche de protestation contre l'opération policière. On lit : « *L'invasion vendredi à Globe Aroma n'est pas un détail. Nous approchons d'une frontière essentielle entre les droits humains fondamentaux et la violence aveugle de l'État (...)* Nous exigeons un signal clair de nos décideurs (...) Allons-nous arrêter les activités culturelles ou sportives pour les nouveaux arrivants ? La réponse nous dira quel genre de société ils veulent, et nous guidera quand nous devrons aller voter. »